



Appel de Sapporo – Le Sommet pour la paix des dirigeants religieux du monde

À l'occasion du Sommet du G8 de Hokkaido Toyako

3 juillet 2008
Sapporo, Japon

INTRODUCTION

C'est à titre de hautes autorités religieuses du monde que nous nous sommes réunis pour un *Sommet pour la paix des dirigeants religieux du monde* à Sapporo, Japon, à la toute veille du Sommet du groupe des Huit (G8) de Hokkaido Toyako. Nous sommes unis dans notre engagement envers la paix, issu de nos préoccupations à l'égard de la dignité inviolable de tous, des souffrances indicibles de tant d'humains et du bien-être de cette Terre que nous partageons.

Nous poursuivons l'important travail entamé lors de réunions tenues préalablement aux Sommets antérieurs du G8 de Moscou (2006) et de Cologne (2007). Nous avons été invités par *Religions for Peace*, du Japon, en partenariat avec la Conférence mondiale de *Religions for Peace*.

C'est à l'unanimité que nous appelons le G8 à prendre des mesures audacieuses contre les menaces auxquelles l'humanité est confrontée, y compris contre la destruction de l'environnement et les changements climatiques, la pauvreté extrême à l'échelle mondiale et la détérioration de la sécurité alimentaire, les armements nucléaires, le terrorisme et les conflits violents. La réaction à ces menaces requiert une action urgente de la part du G8.

Il faudra, si l'on veut faire avancer la cause du bien commun, que tous les gouvernements, la société civile, le secteur privé, les communautés religieuses et chacun des membres de la famille humaine passent à l'action. Nous demandons instamment au G8 de réagir en incitant tous ces intervenants à bâtir notre avenir commun.

Les communautés religieuses ont des rôles à jouer dans l'établissement de la paix. Mais avant de décrire ceux-ci, nous reconnaissons que malheureusement, toutes les religions ont parfois servi à fomenter la violence.¹

Nous rejetons cet usage impropre des religions et nous nous engageons à susciter la participation de nos communautés au bien commun. Collectivement, nos communautés religieuses sont les réseaux sociaux les plus vastes au monde; étendus jusqu'aux confins de la terre, ils comptent d'innombrables institutions vouées au soin de nos sœurs et frères humains. Les religions partagent de nombreuses traditions morales comportant les principes fondamentaux essentiels aux relations harmonieuses entre personnes et communautés. Elles cultivent en outre, chacune à sa manière, les spiritualités de compassion et d'amour essentielles à la réconciliation et à la paix véritables. La mobilisation de ces grandes dimensions sociales, morales et spirituelles des religions du monde au service du bien commun est essentielle au bien-être de la famille humaine. Nous partageons la conviction que toutes les religions obligent leurs fidèles à œuvrer pour la justice entre tous les peuples, pour le souci du prochain et celui de notre chez-nous à tous, la Terre. Nous nous engageons à le faire.

NOTRE ENGAGEMENT

Nous sommes voués, en tant que dirigeants religieux, à suivre la voie de la coopération multireligieuse pour la paix. Les traditions religieuses appellent leurs fidèles, chacune à sa façon, à s'engager dans la voie de la coopération pour la paix. Cette voie :

- Amène des hauts dirigeants de toutes les traditions de foi, ainsi que des milliards de fidèles, à travailler ensemble à l'établissement d'un état de paix positif et holistique;
- Enjoint aux croyants du monde entier de s'inspirer de leur héritage moral et de leurs traditions pour assumer la responsabilité de protéger notre Terre;
- Amène les politiciens, la société civile et les communautés religieuses à établir ensemble un consensus sur les valeurs susceptibles de servir de base à des politiques justes et créatives.

SÉCURITÉ PARTAGÉE

La « sécurité partagée » : voilà une notion globale qui, à notre avis, peut aider à exprimer le caractère global de nos préoccupations morales et religieuses. La sécurité partagée prend appui sur le concept de la sécurité humaine pour se concentrer sur l'étroite relation fondamentale entre toutes les personnes et l'environnement.

La sécurité partagée comporte un respect global de l'interrelation et de la dignité de toute vie. Elle se fonde sur notre interdépendance et sur le fait le plus universel et fondamental selon lequel tous les humains habitent un seul et même monde. Elle reconnaît que le bien-être de l'un est lié à celui des autres et, en définitive, à la terre que nous partageons tous. Elle nous incite à reconnaître que le passé, le présent et le futur sont reliés. Ensemble, il faut reconnaître nos manquements passés, faire face aux défis présents et assumer nos responsabilités à l'égard des générations futures.

La sécurité partagée se préoccupe de toute la gamme des relations humaines : des relations entre les individus jusqu'aux modes d'organisation en pays ou en organisations internationales. Elle respecte la souveraineté nationale, tout en appuyant une coopération démocratique et transparente entre États et peuples.

La sécurité d'un acteur, dans les relations internationales, ne doit donc pas s'assurer au détriment de celle d'un autre. Les intervenants internationaux responsables des prises de décision mondiales doivent agir dans la transparence et se montrer ouverts aux contributions de toutes les parties intéressées, y compris de celles des communautés religieuses, qui représentant une tranche importante de la société civile. On a témoigné d'une préoccupation semblable à l'égard d'un ordre mondial juste, respectueux de la diversité des traditions nationales et religieuses, lors du Sommet mondial des dirigeants religieux de Moscou (2000).

Nous reconnaissons, en tant que dirigeants religieux, l'existence de l'impératif moral fondateur qu'est la promotion de la sécurité partagée. Chacun de nous est en effet responsable du bien-être de son prochain.

APPELS À L'ACTION

Nous invitons le G8 à inclure dans ses discussions et plans d'action les sujets de préoccupations suivants :

1. La destruction de l'environnement et les changements climatiques

Le Japon, pays hôte du Sommet du G8 de cette année, dispose d'un terme spirituel, *mottainai*, qui signifie « ne gaspillez pas, traitez toutes choses d'une manière proportionnée à sa valeur véritable. » Ce concept reconnaît le mystérieux don de toute existence et incite à faire un usage approprié des ressources naturelles, tout en prônant une consommation responsable et viable. Le concept permet également de reconnaître que c'est faillir à l'éthique que de charger les générations à venir d'un excès de pollution ou de déséquilibres environnementaux. Le développement doit se montrer respectueux de l'environnement. Il est également de notre devoir d'attirer l'attention sur le lien entre la santé de l'environnement et la guerre qui, en effet, en plus de tuer des humains, de bouleverser la vie de sociétés entières et de contrer le développement, détruit l'écosystème. Les énormes dépenses pour la défense qui, selon le Stockholm International Peace Research Institute, représentent un grand total d'un billion, trois cent quarante milliards de dollars américains pour 2007, agressent directement l'écosystème et gaspillent des sommes qui devraient être affectées au développement durable. C'est une grave contradiction que de lutter pour la réduction des émissions de gaz responsables du réchauffement global tout en maintenant ou en augmentant les dépenses militaires.

Nous pressons le Sommet du G8 de :

- S'engager à réduire le total des dépenses de défense nationale et de guerre et à affecter les sommes ainsi économisées à la création d'un Fonds de la Terre dédié à la protection de l'environnement.
- Établir un nouveau cadre contraignant donnant suite au Protocole de Kyoto qui limite l'augmentation moyenne de la température afin de parer à un changement climatique catastrophique.
- Assurer le leadership nécessaire pour augmenter l'efficacité énergétique et les efforts de conservation permettant de réduire les taux d'émissions de gaz à effet de serre.
- Proposer des politiques et pratiques qui augmentent la forestation et d'autres formes de capture du dioxyde de carbone.
- Reconnaître que le troc des « droits d'émission des gaz à effet de serre » n'a tout au plus qu'une valeur limitée et pourrait pénaliser à un degré disproportionné les pays les moins développés.
- Faciliter les investissements massifs dans le développement de nouvelles sources d'énergie et de technologie essentielles au développement durable, sans pour autant mettre en péril la sécurité alimentaire.
- Donner suite aux recommandations du Plan d'action des 3R de Kobe (*Réduire, Réutiliser, Recycler*).

2. Objectifs de développement du millénaire (ODM)

Le taux excessif d'extrême pauvreté à une époque de richesse sans précédent constitue un scandale moral. La pauvreté est exacerbée par les injustices structurelles de l'économie mondiale, auxquelles il faut s'attaquer. À la mi-temps de la Campagne de développement du millénaire, des dirigeants religieux se sont réunis pour le Sommet mondial des dirigeants religieux de Cologne (2007). Ils y ont reconnu l'urgent besoin, non seulement de tenir les promesses, mais dans certains cas, d'aller au-delà des engagements déjà pris. Il est devenu encore plus urgent de relever ces défis, étant donné, et ce n'est pas la moindre des raisons, la crise alimentaire qui va s'aggravant. Là encore, nous demandons que les fonds résultant de la réduction des budgets de défense soient affectés au développement durable et à la réduction de la pauvreté.

Nous demandons au G8 :

- De faire montre de leadership pour assurer la réalisation des ODM, dont les promesses touchant à la quantité et à la qualité, plus particulièrement l'atteinte de la cible de 0,7 % du PIB pour l'Aide publique au développement.

- D'assumer d'urgence le leadership mondial dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et les réponses urgentes qui s'imposent.
- De tenir ses promesses d'augmenter les ressources permettant d'intensifier la réponse au VIH et au sida, à la malaria et autres maladies infectieuses et d'assurer un accès universel aux moyens de prévention et de traitement du VIH et du sida d'ici à 2010.
- D'affecter les ressources nécessaires pour que les femmes deviennent des agents clés de la lutte contre la pauvreté.
- De pourvoir les pauvres de moyens de défense juridiques, faisant de ces mesures un élément essentiel de ses stratégies d'aide au développement.
- De tenir son engagement à faire que la ronde de négociations commerciales de Doha se solde par des résultats favorables à l'environnement.

3. Désarmement nucléaire

Conscients de ce que le Sommet G8 de 2008 se tient au Japon, seul pays à avoir connu l'horreur d'une attaque nucléaire, nous, dirigeants religieux, nous déclarons solidaires de nos hôtes japonais dans leur appel à l'élimination de toute arme nucléaire. Nous croyons que la tentative d'exercer une domination militaire sur les mers, l'espace, les territoires et les États neutres crée des obstacles au désarmement nucléaire et conventionnel. Nous croyons également que le désarmement conventionnel et les efforts pour bannir les technologies militaires et les initiatives susceptibles de provoquer une nouvelle course aux armements devraient s'exercer parallèlement aux efforts de promotion du désarmement nucléaire.

Nous demandons au G8 de :

- Poursuivre rigoureusement la mise en œuvre des politiques de réduction nucléaire et de prolifération, afin d'atteindre l'objectif du désarmement nucléaire total. Comme le stipule l'article 6 du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), chacune des cinq parties au Traité doit donner suite à ses engagements à travailler à éliminer les armements nucléaires à une date rapprochée. Les États qui possèdent des armements nucléaires doivent le déclarer, prendre des engagements similaires à les éliminer et devenir des Parties au TNP.
- Préconiser la prompt ratification et l'entrée en vigueur immédiate du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et s'engager à ne prendre aucune mesure susceptible d'aboutir à la réapparition de quelque forme d'essai d'armements nucléaires que ce soit.
- Continuer d'user de son leadership positif en faveur de l'application de la Résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU et d'autres initiatives mondiales visant à contrôler le transfert de matériel nucléaire et à freiner toute prolifération.

4. Terrorisme et conflit violent

Le terrorisme, ou mise à mort intentionnelle d'innocents dans le but d'atteindre un objectif politique, n'est jamais moralement justifié, qu'il soit perpétré par des individus, des groupes ou des États. Ajoutons que les réponses militaires au terrorisme atteignent des innocents, donnent aux groupes terroristes une motivation supplémentaire et mettent des libertés fondamentales en péril dans les sociétés qui s'efforcent de se protéger contre le terrorisme.

Le conflit militaire violent, soit la tentative de régler de graves désaccords par la force des armes, aboutit généralement à la perte de vies innocentes, à la déstabilisation de la société, au freinage du développement et à la destruction de l'environnement.

L'avancement de la cause de la paix nécessite le recours à toutes les mesures pacifiques possibles pour mettre fin au terrorisme et résoudre les conflits.

Nous demandons au G8 :

- De prendre la tête de ceux qui luttent contre la victimisation de groupes en raison de leur culture ou de leur religion.
- De s'efforcer de mettre un terme à l'occupation et d'établir une paix juste, honorable et durable dans tous les pays ou territoires occupés.
- De réaffirmer et affermir, dans le cadre de ses efforts pour contrer le terrorisme et promouvoir la sécurité internationale, son engagement à l'égard des normes du droit international.
- De reconnaître et affirmer l'importance des partenariats multireligieux dans les efforts pour résoudre les problèmes du terrorisme et des conflits violents.
- De travailler à limiter la production et l'exportation d'armes dans des zones de conflits violents.
- De favoriser une culture de paix en faisant auprès du grand public la promotion de la paix et de la résolution pacifique des conflits.

CONCLUSION

Le G8 a la responsabilité de faire preuve d'audace et de sagesse dans la promotion du bien commun, en partenariat avec les communautés religieuses et tous les autres intervenants.

Nous, dirigeants de communautés religieuses diverses, nous engageons derechef à lutter, ensemble et avec d'autres partenaires de bonne volonté, contre les menaces auxquelles nous sommes tous confrontés. Tout en nous efforçant de relever les défis de notre temps, nous gardons toujours à l'esprit les traditions religieuses qui nous enseignent, chacune à sa façon, la compassion, le pardon et la réconciliation, éléments essentiels à une paix authentique.

Nous demandons instamment et respectueusement au G8 de reconnaître, de faciliter et d'affirmer l'importance de la coopération multireligieuse dans ses efforts pour promouvoir le bien commun.

‡ Nous rappelons et faisons nôtre cette reconnaissance multireligieuse historique de l'usage impropre de la religion : « En tant qu'hommes et femmes de foi, nous confessons avec humilité et pénitence que nous avons souvent trahi nos idéaux religieux et notre engagement à l'égard de la paix. Ce n'est pas la religion qui a trahi la cause de la paix : ce sont les personnes de foi. On peut et on doit corriger cette trahison. » (Extrait de la Déclaration multireligieuse mondiale adoptée lors de la Première assemblée mondiale de Religions for Peace à Kyoto, Japon, 1970).